Archives alainberset.ch — copie d'archive
Article « Les Romands les plus influents », paru dans L'Hebdo le 09.12.2010.
Adresse d'origine : http://www.hebdo.ch:80/les_romands_les_plus_influents_75599_.html
Copie : Internet Archive, capture du 12.12.2010 — https://web.archive.org/web/20101212200448/http://www.hebdo.ch:80/les_romands_les_plus_influents_75599_.html

L'Hebdo

TRIO GAGNANT Alain Berset, premier du classement, entouré d'Urs Schwaller et de Christophe Darbellay. L'excellence romande arbore les couleurs fribourgeoises et porte l'étiquette du PDC et du PS.
Béatrice Devènes / Pixsil



Palmarès des Députés romands à Berne
Les Romands les plus influents

Par Michel Guillaume - Mis en ligne le 08.12.2010 à 15:35

La nomination de Romands à la présidence de trois des cinq plus grands partis de Suisse a des répercussions positives. Les députés Welsches sont mieux écoutés. Mais notre classement montre de fortes disparités cantonales dans l'excellence.
Quel bilan les Romands peuvent-ils tirer de la législature en cours à moins d'un an des élections d'octobre 2011?

Pour ce qui est de leur influence sur la scène fédérale, il est largement positif. Rarement ils ont autant pesé sur la politique suisse.

Trois d'entre eux – Christophe Darbellay, Christian Levrat et Ueli Leuenberger – dirigent l'un des cinq plus grands partis de Suisse. Et cette constellation, certes exceptionnelle, n'a pas tardé à se répercuter favorablement sur plusieurs dossiers.

Au niveau symbolique, les présidents romands ont obtenu ce qui paraissait encore impossible voici dix ans. Sous leur pression, la SSR a consenti à déplacer de Zurich à Berne la «ronde des éléphants», le débat télévisé des présidents de parti mis sur pied au soir des grands rendez-vous politiques de l'année.

Ils ont rappelé que la capitale politique de ce pays multiculturel est toujours Berne, dans un canton précisément situé à la frontière des langues.

Sur le plan des dossiers, on a aussi senti ce réveil des Romands sous la Coupole fédérale. La législature a commencé par un tremblement de terre, initié de ce côté-ci de la Sarine, même si de nombreux Alémaniques y ont pris part: la non-réélection de Christoph Blocher au Conseil fédéral le 12 décembre 2007, alors que l'UDC venait de remporter les élections législatives en raflant 28,8% des suffrages six semaines plus tôt.

Plaintes alémaniques. Ce coup de force s'est produit au terme de l'affaire «Blocher-Roschacher», qui avait vu le ministre de la Justice obtenir la démission du procureur de la Confédération.

Or, là aussi, les Romands ont pesé de tout leur poids au moment de tirer les leçons de cette affaire. Comment garantir l'indépendance du procureur face à son «chef» politique?

Alors qu'en 2004 encore, Christoph Blocher voulait pouvoir nommer tout seul le patron du Ministère public, les deux Chambres ont décidé en 2009 de s'attribuer cette compétence: une victoire pour le sénateur fribourgeois Alain Berset, qui avait à l'époque lancé une initiative parlementaire dans ce sens.

Le Parlement a aussi créé un Conseil de la magistrature présidé par le Neuchâtelois Thierry Béguin.

Sur le plan des infrastructures, enjeu essentiel de la décennie à venir, les Romands ont pris connaissance avec satisfaction du projet Rail 2030. Ils ont œuvré pour que le contrat du siècle pour les CFF (1,8 milliard de francs pour 59 trains ultramodernes) soit attribué à Bombardier, une entreprise installée à Villeneuve, à la barbe de l'alémanique Stadler Rail.

Combatif, l'arc lémanique recevra sa part d'investissements, même si tout cela doit encore se concrétiser. Pour une fois, les récriminations les plus fortes sont venues de Suisse allemande.

Sur le plan culturel, le Conseil fédéral a enfin entériné son ordonnance d'application de la loi sur les langues, qui doit permettre aux fonctionnaires latins de se sentir plus à l'aise dans l'administration.

Un long combat gagné par les Romands et Tessinois après une longue opposition du ministre des Finances Hans-Rudolf Merz.

Comme il l'avait déjà fait voici trois ans, L'Hebdo a classé les députés romands selon leur influence.

Demi-surprise, le trio vainqueur est le même qu'en 2007, sauf que le socialiste Alain Berset – auquel l'avenir appartient – a pris un très léger ascendant sur Urs Schwaller, qui a échoué dans sa tentative d'accéder au Conseil fédéral.

Les deux Fribourgeois, avantagés en tant que sénateurs car ils siègent dans davantage de commissions qu'un conseiller national, précèdent toujours le président du PDC Christophe Darbellay.

Le poids des professionnels. Ce classement, résultat d'une enquête auprès d'une vingtaine d'acteurs œuvrant dans les coulisses du Palais fédéral (voir la méthodologie ci-dessous), révèle les effets – positifs – de la professionnalisation de la politique.

Le Parlement de milice n'est plus qu'un mythe pour discours de 1er Août. Les sept Romands les plus influents sont tous des professionnels.

Il faut remonter à Jean-François Rime (7e ex æquo) pour trouver un patron devant d'abord se soucier du sort de son entreprise.

Sur l'ensemble des 64 Romands – y compris quelques Alémaniques de cantons romands –, L'Hebdo a dénombré une quarantaine de députés – soit plus de 60% – qui ont fait de la politique leur source principale de revenu, pour ne pas dire la seule.

Au classement par canton, on décèle un étonnant paradoxe. Ce sont les cantons moyens qui fournissent à Berne les politiciens les plus écoutés.

Fribourg, qui ne compte qu'un «maillon faible» dans sa députation, surclasse tous les poursuivants en plaçant sept de ses parlementaires aux douze premiers rangs.

Sa députation, très équilibrée entre les jeunes loups Berset et Levrat et les chevronnés Schwaller, Meyer-Kaelin et autres Rime, est composée de députés ayant privilégié une carrière nationale à un destin cantonal.

A l'image du libéral-radical Jacques Bourgeois, l'influent président de la Commission de l'énergie, qui vient d'opter pour la poursuite de son travail à Berne alors que le Conseil d'Etat fribourgeois lui tendait les bras.

Bilingues, ces personnalités sont toutes capables de faire figure honorable à l'émission politique de la TV alémanique Arena.

Agrariens inexistants. Le succès de Fribourg est aussi révélateur de la relative faiblesse des députations vaudoise et genevoise, qui envoient pourtant 20, respectivement 13 députés à Berne.

Côté vaudois, on ne voit toujours pas poindre un animal politique de la trempe de l'ancien conseiller fédéral, longtemps conseiller national, Jean-Pascal Delamuraz.

Pour l'instant, le papable le plus pressenti pour le Conseil fédéral reste le conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard, dont l'absence au Palais fédéral constituera un handicap.

A l'exception de Roger Nordmann (PS) et Guy Parmelin (UDC), tous deux excellents en commission, la députation est moyenne, tirée vers le bas par deux agrariens inexistants.

Au bout du Léman, on se repose beaucoup sur la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey pour défendre les intérêts de la Genève internationale. Martine Brunschwig Graf et Christian Lüscher, dans des styles fort différents, sauvent l'honneur.

Mais la majeure partie de la délégation continue à souffrir d'un mal bien genevois. L'incapacité à s'intéresser au reste de la Suisse, expliquant leur réseau quasiment inexistant outre-Sarine.

Le cas d'Antonio Hodgers est particulièrement révélateur: il a fallu que le Vert s'installe à Berne et s'y plaigne de l'usage abusif du dialecte pour que les journalistes alémaniques découvrent qu'il siégeait à Berne!

La performance du Valais doit beaucoup à l'engagement impressionnant de Christophe Darbellay, le reste de la députation se signalant par des intérêts et une cote plus provinciaux.

Enfin, les nouvelles ne sont pas bonnes du côté de l'arc jurassien. Le Jura et Neuchâtel ferment la marche.

Les Jurassiens n'ont jamais remplacé les flamboyants François Lachat, à une époque vice-président du PDC, ou encore Jean-François Roth, excandidat au Conseil fédéral.

La situation est encore plus alarmante à Neuchâtel. Après l'accession de Didier Burkhalter au Conseil fédéral, la relève n'est pas prête dans les deux chambres, à l'image d'un Raphaël Comte, arrivé trop tôt au Conseil des Etats. Inexpérimenté, le benjamin de la Chambre haute ne pourra pas y peser avant cinq bonnes années.

Méthodologie : Comment obtenir des points

Présence dans les médias, travail parlementaire, poids des commissions, faculté de compromis, réseau en Suisse alémanique, cote dans son parti: pour classer les parlementaires de la députation romande, nous avons utilisé six critères et comptabilisé le nombre des points obtenus par chacun.

L'appartenance à une commission constitue un bon moyen de situer un parlementaire. Le député y est en général placé par son groupe, selon l'expérience et le talent qu'il lui reconnaît. Toutes ne se valent pas, certaines commissions sont plus prestigieuses que d'autres.

Nous les avons créditées de 1 à 4 points: le maximum pour la Commission des Finances (CdF), trois points pour les Commissions de l'économie et des redevances (CER), de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS), et de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE).

Les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC), des transports et des télécommunications (CTT), de politique extérieure (CPE) et de gestion (CdG) valent deux points.

Un point pour les Commissions des constructions publiques (CCP), judiciaire (CJ), des institutions politiques (CIP), de rédaction (CdR), des affaires juridiques (CAJ) et de la politique de sécurité (CPS).

La présence dans les médias a également fait l'objet de la mise en place d'un barème. Il se fonde sur une recherche dans la base de données suisse des médias de presse écrite (SMD), sur une période courant du 1er octobre 2007 à la fin septembre 2010, le secteur audiovisuel ne fournissant pas d'indications sur la fréquence des apparitions des uns et des autres. Pour les parlementaires ayant débuté en cours de législature, seule la période de leur mandat a été retenue. Calcul des points:

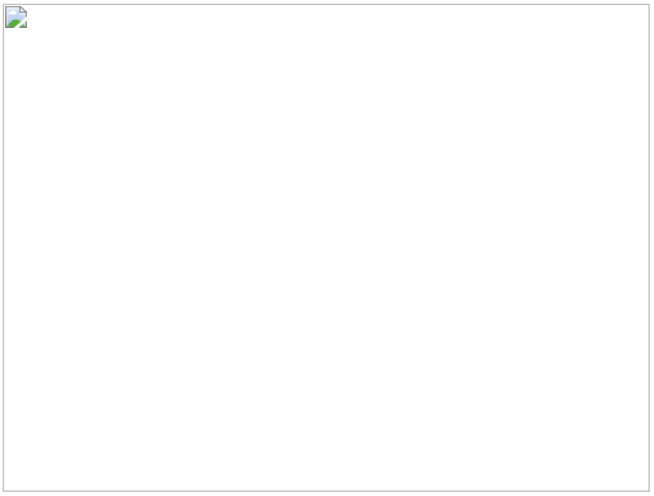
250 occurrences équivalent à un point jusqu'à 1000 mentions. De 1000 à 5000 occurrences, chaque millier vaut 1 point. Dès 5000 occurrences, il faut 2500 mentions supplémentaires pour engranger un point.

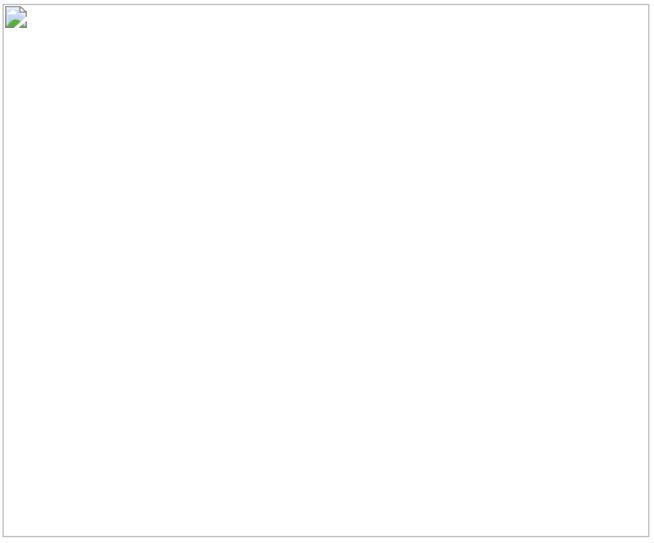
Les politiciens comptabilisant un total de points supérieur à 6 peuvent être considérés comme au-dessus de la moyenne, sachant que Christoph Blocher obtient quatre fois plus de mentions que le plus cité des parlementaires romands.

Les autres notes se fondent sur un minutieux travail d'enquête auprès d'une vingtaine d'acteurs baignant dans la vie parlementaire (lobbyistes, hauts fonctionnaires, apparatchiks, journalistes alémaniques,...)

Ce classement ne tend pas à démontrer la qualité des politiciens, ni même leur force de conviction, mais bien leur influence au Parlement.

Classement







* Les partis PS Parti socialiste. PDC Parti démocrate-chrétien. PLR Parti libéral-radical. UDC Union démocratique du centre. PCS Parti chrétien-social. Verts Parti écologiste. La Gauche Parti d'extrême gauche.

** Les commissions CdF Commissions des finances.

CER Commissions de l'économie et des redevances.

CSSS Commissions de la sécurité sociale

et de la santé publique.

CEATE Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie.

CSEC Commissions de la science, de l'éducation et de la culture.

CTT Commissions des transports et des télécommunications.

CPE Commissions de politique extérieure.

CdG Commissions de gestion.

CCP Commission des constructions publiques.

CJ Commissions judiciaires.

CIP Commissions des institutions politiques.

CdR Commissions de rédaction.

CAJ Commissions des affaires juridiques.

CPS Commissions de la politique de sécurité.

Lire également, dans le dossier "Parlement":

- Les cancres du Parlement
- Fribourg: Le secret du premier de classe
- Valais: Le recul du réflexe identitaire
- Genève: Des réseaux encore lacunaires
- Vaud: Le poids du nombre
- Jura: Un jeune canton sans relève
- Neuchâtel: Le dernier de classe

Submit

Tags: Classement, députés, romands, Berne, Parlement,

Partager: Partager sur Myspace Aller en haut de page Haut de page